

# Sujet corrigé

AES

Épreuve d'admissibilité

IRTESS, Dijon, session septembre 2016



1h30

➔ Niveau de difficulté : ●●●○○○

## 1 Le sujet

### Sujet

1. En général, avoir eu une mauvaise note peut-elle modifier la façon d'apprendre ?
2. Témoignage d'une mère de famille : « Ma fille âgée de quinze ans ne veut plus aller à l'école. Elle est en quatrième et ne travaille quasiment plus. La situation est très conflictuelle et je me rends bien compte qu'elle a beaucoup de mal à suivre. Elle rêve de s'arrêter et de travailler ». Est-ce possible ? La loi l'autorise-t-elle ? Qu'en pensez-vous ?
3. Dans le cadre du projet de loi sur la modernisation de la justice, les députés ont adopté une nouvelle disposition. Il deviendrait possible de divorcer par consentement mutuel sans l'intervention du juge des affaires familiales mais avec une seule rencontre en présence d'un notaire. Qu'en pensez-vous ?
4. 49 pays ont déjà interdit la fessée. Ces « violences éducatives ordinaires » sont « non seulement inefficaces », mais elles peuvent « perturber le développement cérébral, l'affectivité, la relation avec les parents, entraîner des pathologies et (...) une perte de confiance et d'estime de soi », selon l'un des soutiens de l'initiative, le Docteur Gilles LAZIMI. Et vous qu'en pensez-vous ?
5. Selon l'INSEE, le pouvoir d'achat des Français a augmenté depuis 2015. Que pensez-vous de cette affirmation ?
6. En 2018, comme le prévoit le ministre des Finances, les contribuables paieront leurs impôts non plus sur l'année précédente, mais sur leurs revenus de l'année en cours. Cette mesure vous paraît-elle un changement notable ? Pourquoi ?
7. « Vous avez besoin d'un service ? Demandez à votre voisin... » Les Réseaux de prêts et de services entre voisins se multiplient. Que pensez-vous de cette nouvelle forme d'échanges ?
8. Jacqueline SAUVAGE, reconnue coupable d'avoir tué son mari violent, a bénéficié d'une grâce partielle du président de la République. Malgré cela, sa demande de libération anticipée a été rejetée par le tribunal d'application des peines. Que pensez-vous ?
9. En France, l'obésité chez les enfants est en augmentation. Selon vous, comment peut-on prévenir cette maladie ?
10. La cigarette que l'on roule soi-même est plus « naturelle » que celle fabriquée en usine. Idée reçue ou vérité ? Qu'en pensez-vous ?

## 2 La proposition de corrigé

### 1. En général, avoir eu une mauvaise note peut-elle modifier la façon d'apprendre ?

Depuis de nombreuses années, il existe un débat autour de la suppression des notes, qui sont accusées de n'évaluer que très partiellement le niveau d'apprentissage de l'élève, de le démotiver, voire de provoquer une mauvaise estime de soi.

Une mauvaise note peut modifier la façon d'apprendre seulement si elle est accompagnée de commentaires qui permettent à l'élève de comprendre pourquoi il l'a obtenue. Si le correcteur donne des pistes d'améliorations, des conseils, l'élève pourra alors en tenir compte la prochaine fois et essayer de traiter le sujet différemment. En revanche, si la copie comporte uniquement une note, et qu'elle est mauvaise, l'élève la vivra comme une sanction négative et cela peut même le décourager. Sans indication pour mieux faire, il ne pourra réajuster ses modalités d'apprentissage.

### 2. Témoignage d'une mère de famille : « Ma fille âgée de quinze ans ne veut plus aller à l'école. Elle est en quatrième et ne travaille quasiment plus. La situation est très conflictuelle et je me rends bien compte qu'elle a beaucoup de mal à suivre. Elle rêve de s'arrêter et de travailler ». Est-ce possible ? La loi l'autorise-t-elle ? Qu'en pensez-vous ?

En France, l'obligation scolaire légale est de 16 ans, il n'est donc pas possible d'arrêter l'école à 15 ans, lorsqu'on est en quatrième. Toutefois, il existe des dispositifs comme, par exemple, les 3<sup>e</sup> prépa-pro qui permettent aux élèves qui le souhaitent de poursuivre leur scolarité tout en effectuant 6 heures hebdomadaires de découverte professionnelle. Cela leur permet de découvrir différents métiers et voies de formation pour construire leur projet de poursuite d'études.

L'apprentissage est aussi une façon de concilier une entrée dans la vie active et d'obtenir un diplôme. L'alternance entre le travail et l'école répond en général aux attentes des jeunes. Cette voie est conseillée à ceux d'entre eux qui ne souhaitent pas s'engager dans des études longues ou dans une formation trop généraliste.

Si je devais accompagner cette mère, j'essaierais dans un premier temps de la rassurer. Sa fille traverse la période de l'adolescence, elle est en pleine construction, en questionnements, et ce qu'elle vit est complexe. Cela se manifeste fréquemment par une confrontation à l'adulte, des conflits qui, ici, se cristallisent sur la question de la scolarité, surtout si l'adolescente rencontre des difficultés d'apprentissage. Il faut donc aussi rassurer la jeune fille sur ses compétences et l'aider à formuler un projet de scolarité qui convienne davantage à ses attentes. Pour cela, on peut s'appuyer sur le stage obligatoire de 3<sup>e</sup>, faire avec elle des démarches vers un centre d'informations et d'orientation (CIO) ou encore à des forums de la formation. L'essentiel étant d'apaiser les conflits et d'éviter le décrochage scolaire de l'adolescente.

**3. Dans le cadre du projet de loi sur la modernisation de la justice, les députés ont adopté une nouvelle disposition. Il deviendrait possible de divorcer par consentement mutuel sans l'intervention du juge des affaires familiales, mais avec une seule rencontre en présence d'un notaire. Qu'en pensez-vous ?**

À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2017, les époux qui souhaiteront divorcer verront la procédure simplifiée et écourtée. S'ils sont d'accord, c'est-à-dire si le divorce est à l'amiable, ils devront chacun prendre un avocat qui va les conseiller au mieux de leurs intérêts, afin d'établir une convention. Celle-ci est ensuite déposée chez un notaire qui la valide. L'ensemble de la démarche peut prendre une quinzaine de jours si les deux parties se mettent d'accord rapidement. Cependant, si l'un des enfants mineurs du couple demande à être entendu par un juge, la procédure notariale est immédiatement interrompue.

Jusqu'alors, divorcer pouvait prendre de longs mois, un juge aux Affaires familiales (JAF) était désigné qui tentait de concilier les parties, fixait les obligations alimentaires, attribuait l'autorité parentale, etc. Cette réforme présente certains avantages : elle dé-judiciarise la procédure et la raccourcit considérablement. Elle permet aussi que les juges ne traitent que les affaires complexes ou conflictuelles : cela désengorge donc les tribunaux.

Toutefois, on peut craindre que les arrangements entre époux soient inéquitables, voire contraints par l'un des deux, et que les contentieux post-divorce soient très importants. Le JAF, dans ses interventions, veillait à ce que la procédure ne profite pas à l'un ou l'autre. D'autre part, le risque réside aussi dans la possibilité que la parole de l'enfant ne soit pas au centre de la procédure, qu'il soit l'oublié du divorce de ses parents.

**4. 49 pays ont déjà interdit la fessée. Ces « violences éducatives ordinaires » sont « non seulement inefficaces », mais elles peuvent « perturber le développement cérébral, l'affectivité, la relation avec les parents, entraîner des pathologies et (...) une perte de confiance et d'estime de soi », selon l'un des soutiens de l'initiative, le Docteur Gilles LAZIMI. Et vous qu'en pensez-vous ?**

En France, la fessée s'inscrit dans une tradition éducative qui inclut parfois le châtiment corporel ou la correction paternelle. La fessée est un geste connoté de différentes façons : légitimé par certains comme support éducatif, elle est dénoncée par d'autres comme pouvant générer des traumatismes. Pour le Docteur Lazimi, la fessée est « inefficace » et peut entraîner de graves séquelles sur le développement de l'enfant.

S'il n'y a pas de « bonne fessée », il faut tout de même distinguer le parent qui, excédé, donne une tape à son enfant sur les mains de celui qui, systématiquement, use de son pouvoir, s'arroge des droits sur le corps de son enfant, pour faire respecter son autorité. Dans ce dernier cas, l'utilisation de la violence peut en effet générer chez l'enfant des conséquences sur son développement physique et psychique et banaliser l'usage de l'humiliation dans la relation.

Promouvoir une éducation non violente est, de ce fait, très important pour les enfants et engage plus généralement la société dans son entier.

Pour autant, l'interdiction de cette pratique est aussi contestée par beaucoup. L'argument principal est que la loi punit déjà les parents maltraitants et que ce serait redondant de légiférer

sur la fessée. De plus, la violence ordinaire est parfois le signe du désarroi de parents dépassés par leurs fonctions parentales. Mieux vaut prévoir comment les aider ou les accompagner à investir leur rôle plutôt que de les stigmatiser davantage encore en les sanctionnant. Ne vaut-il pas mieux éduquer les parents qui rencontreraient des difficultés plutôt que les condamner ?

### **5. Selon l'INSEE, le pouvoir d'achat des Français a augmenté depuis 2015. Que pensez-vous de cette affirmation ?**

Le pouvoir d'achat représente ce que l'on peut consommer avec son revenu disponible (salaires, allocations, rentes, etc.). L'évolution du pouvoir d'achat correspond donc à la différence entre l'évolution des revenus des ménages et l'évolution des prix. Si le revenu des ménages augmente et que les prix baissent ou se stabilisent, on dit alors que le pouvoir d'achat a augmenté.

Toutefois, les indices qui servent à le calculer sont des moyennes qui ne tiennent pas compte des disparités. Ainsi, le revenu de chaque ménage est très variable : il peut être composé de salaires, d'allocations, d'épargne.

La mesure des prix, quant à elle, est faite chaque mois par l'Insee à partir du relevé de prix de 200 000 produits. Toutefois, les foyers n'ayant pas les mêmes habitudes de consommation, la mesure des prix ne constitue pas non plus un indicateur très parlant. Ainsi, si le prix du pain ou des légumes augmente, cela impacte davantage les ménages que si c'est celui du vin dont la consommation ne concerne pas tout le monde.

En France, plus du tiers du budget est consacré aux dépenses contraintes (loyers, factures énergétiques, santé, etc.) sans que ce coût puisse réellement servir de variable d'ajustement. De fait, la possibilité de consommer pour les loisirs, par exemple, reste peu importante – ce qui influe sur le sentiment de chacun quant à son pouvoir d'achat.

Le pouvoir d'achat est donc une réalité complexe à saisir. Son calcul donne des indications générales qui ne reflètent pas nécessairement le ressenti individuel.

### **6. En 2018, comme le prévoit le ministre des Finances, les contribuables paieront leurs impôts non plus sur l'année précédente, mais sur leurs revenus de l'année en cours. Cette mesure vous paraît-elle un changement notable ? Pourquoi ?**

Jusqu'ici, les impôts étaient calculés sur la déclaration des revenus de l'année précédente et chaque foyer les payait à l'administration fiscale. En 2018, l'État souhaite que l'impôt soit prélevé à la base, c'est-à-dire directement sur le salaire (ou les allocations ou les pensions de retraite), comme cela se pratique déjà dans de nombreux pays. Cette nouvelle réforme modifie profondément le système – et constitue un changement notable – puisque les salariés paieront directement, avec leur salaire, l'impôt correspondant à l'année en cours. L'objectif de la mesure est d'éviter les décalages entre la perception d'un revenu et son imposition. Ainsi, ceux qui connaissent des changements dans leur vie (mariage, divorce, chômage) pourront immédiatement informer l'administration fiscale qui ajustera, sans délai, en fonction de l'évènement. D'autre part, cela permettra également de mieux répartir les charges, puisque l'impôt est réparti sur 12 mois et d'éviter, par exemple, d'avoir une importante somme à payer en fin d'année, si l'on n'est pas mensualisé. L'esprit de la réforme, c'est que l'administration soit réactive, en prise avec la situation réelle des contribuables.

Notons encore que si cette réforme est adoptée, les entreprises auront un nouveau rôle à jouer puisque ce sont elles qui collecteront l'impôt. Elles devront acquérir de nouvelles compétences mais aussi évaluer le coût que cela occasionnera dans leur fonctionnement.

**7. « Vous avez besoin d'un service ? Demandez à votre voisin... ». Les Réseaux de prêts et de services entre voisins se multiplient. Que pensez-vous de cette nouvelle forme d'échanges ?**

Alors que la vie citadine contribue à l'isolement et au repli, que les solidarités semblent se défaire toujours un peu plus, de nouvelles modalités d'échanges de services entre voisins se multiplient. Le principe est simple, il suffit d'appartenir à un réseau identifié – de voisinage, notamment – et d'échanger des compétences : l'écriture d'un courrier administratif contre un bon petit plat, par exemple. Ces systèmes permettent de développer une autre forme d'économie, non monétaire, moins onéreuse, mais aussi de restaurer un lien social, fragilisé sur certains territoires. L'entraide et la solidarité sont aussi des valeurs portées par ces organisations qui créent un environnement relationnel, une proximité appréciable sans pour autant empiéter sur l'espace intime de chacun.

Ainsi, dans les années 2000, on a vu se multiplier les systèmes d'échange local (SEL) qui consistent à troquer des services ou des produits au sein d'un groupe. Cela permet aux membres de partager leurs savoir-faire ou encore leurs compétences. Le système a même inventé sa propre monnaie, qui se base le plus souvent sur le temps de service, et permet de comptabiliser le service pour assurer une forme d'équité à l'échange.

Plus récemment, les réseaux sociaux se sont emparés de l'idée et de nombreuses plateformes collaboratives ont développé leur site : Mon p'tit voisinage, Proxiigen, Tipimi, etc. sont autant d'espaces qui proposent de prêter une tondeuse, de réparer une fuite ou de faire du baby-sitting.

On peut se féliciter de l'existence de telles initiatives parce qu'elles favorisent la rencontre et rendent service à beaucoup de personnes. Elles permettent aussi de redécouvrir des gestes simples, des attitudes un peu oubliées d'entraide, de renouer avec des solidarités de proximité.

**8. Jacqueline SAUVAGE, reconnue coupable d'avoir tué son mari violent, a bénéficié d'une grâce partielle du président de la République. Malgré cela, sa demande de libération anticipée a été rejetée par le tribunal d'application des peines. Que pensez-vous ?**

La situation de Jacqueline Sauvage a connu un retentissement médiatique important car elle a incarné la violence faite aux femmes dans le cadre de la conjugalité. Au regard des années de souffrance endurée par cette femme, mais également de celles de ses enfants, le président de la République lui avait accordé une grâce partielle lui permettant de demander une libération conditionnelle anticipée, soit une remise de peine.

Lors de son procès, l'argument de la légitime défense a été écarté par la justice et, dans la mesure où il n'y a jamais eu de plainte déposée, les magistrats ont statué que toutes les solutions n'avaient pas été envisagées avant que le geste définitif soit commis. Ce qui explique que, par deux fois, Mme Sauvage s'est vue condamnée à une peine de 10 ans d'emprisonnement.

La grâce partielle lui a été refusée au prétexte que Mme Sauvage n'avait pas suffisamment questionné son geste, qu'elle se maintenait dans une position de victime alors qu'elle était aussi auteur d'un crime.

L'émotion suscitée par le long calvaire de cette femme met au centre du débat les violences conjugales, reléguant au second plan le crime de Mme Sauvage. Or, la justice doit être prononcée au regard des faits, et se préserver d'un climat émotionnel peu propice à son indépendance, de débats très importants mais qui, pour autant, déplacent peut-être la question de la responsabilité de l'auteur. Pour autant, ce procès met à jour des thématiques sociales et juridiques qu'il conviendra de traiter dans l'avenir.

### **9. En France, l'obésité chez les enfants est en augmentation. Selon vous, comment peut-on prévenir cette maladie ?**

L'augmentation de l'obésité est particulièrement importante depuis la fin des années 1970 dans la plupart des pays industrialisés. Il s'agit donc d'un problème de santé publique qu'il convient de combattre.

L'obésité correspond à un excès de graisse dans l'organisme, dû en général à une alimentation trop riche et à une sédentarité excessive. Elle peut aussi être liée à une prédisposition familiale ou à une maladie génétique. Des études montrent également que le milieu social peut être un facteur important. Ainsi, il y a davantage d'enfants obèses dans les milieux précaires ou économiquement fragiles que chez les cadres.

Un enfant en surpoids important présente plus de risques de contracter des maladies non transmissibles telles que diabète et maladies cardiovasculaires et, ce, à un âge plus précoce. C'est pourquoi l'obésité est une pathologie grave qu'il convient de combattre pour améliorer la santé des populations.

La prévention de cette maladie consiste à surveiller très sérieusement l'alimentation de l'enfant dès son plus jeune âge en lui proposant une nourriture variée, équilibrée et en quantités raisonnables, en lui évitant le grignotage et les sodas. L'alimentation seule ne suffit pas : elle doit être accompagnée d'une activité physique régulière. Il s'agit donc de limiter, par exemple, le temps passé devant les écrans. Il est également conseillé aux parents de surveiller la courbe de poids de leurs enfants.

Face aux diverses sollicitations à consommer gras et sucré, à un marketing toujours plus offensif, il convient d'éduquer les enfants très tôt à avoir une alimentation adaptée à leurs besoins.

### **10. La cigarette que l'on roule soi-même est plus « naturelle » que celle fabriquée en usine. Idée reçue ou vérité ? Qu'en pensez-vous ?**

L'augmentation régulière du prix des paquets de cigarettes conduit de nombreux fumeurs à rouler eux-mêmes leurs cigarettes, en achetant du tabac. En effet, cela revient moins cher et beaucoup pensent que cette consommation est plus naturelle, moins dangereuse pour la santé.

Or, il n'en est rien, bien au contraire. Une cigarette roulée contient trois à six fois plus de goudron et de nicotine qu'une cigarette manufacturée. La fumée est également plus toxique car la combustion se fait à une température plus élevée, du fait qu'une cigarette roulée s'éteint souvent et qu'il faut la rallumer fréquemment. Enfin, certains fumeurs ne mettent pas de filtre, ce qui augmente l'inhalation de particules toxiques.

Les jeunes sont d'importants consommateurs de tabac à rouler en raison de son prix. L'État en augmente donc progressivement les prix pour éviter un écart trop important avec les paquets de cigarettes. Le but étant bien que le plus grand nombre arrête de consommer du tabac, quelle que soit sa forme, afin de préserver la santé de tous.